

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Mandeville

---

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Mandeville,

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Mandeville (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Mandeville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que Mandeville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

MICHAUD CLÉMENT INC.  
PAUL MICHAUD CPA AUDITEUR CA  
MANDEVILLE, LE 1 JUIN 2020

*Michaël Clément Inc*  
*Paul Michaud, CPA Auditeur, CA*

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	3 966 042	4 003 609	4 238 626	64 410	4 277 592
Investissement	2	796 420		599 503	11 929	606 750
	3	4 762 462	4 003 609	4 838 129	76 339	4 884 342
<b>Charges</b>	4	4 051 571	3 746 409	4 334 720	68 522	4 373 116
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	710 891	257 200	503 409	7 817	511 226
Moins : revenus d'investissement	6 (	796 420 ) (	) (	599 503 ) (	11 929 ) (	606 750 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(85 529)	257 200	(96 094)	(4 112)	(95 524)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	337 466		367 517	4 130	371 647
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	200 383 ) (	243 200 ) (	205 843 ) (	3 718 ) (	209 561 )
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	19 688 ) (	) (	36 592 ) (	934 ) (	37 526 )
Excédent (déficit) accumulé	12	303 073	(14 000)	289 344		289 344
Autres éléments de conciliation	13					
	14	420 468	(257 200)	414 426	(522)	413 904
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	334 939		318 332	(4 634)	318 380

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.  
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	454 255	78 051	78 996
Débiteurs	2	1 278 881	1 360 436	1 371 102
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	1 733 136	1 438 487	1 450 098
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	876 449	671 653	725 549
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	2 361 273	2 008 310	2 019 090
	10	3 237 722	2 679 963	2 744 639
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(1 504 586)	(1 241 476)	(1 294 541)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	12	8 569 334	8 830 585	8 943 468
Autres	13	103 545	82 592	83 711
	14	8 672 879	8 913 177	9 027 179
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	200 393	282 732	279 251
Excédent de fonctionnement affecté	16	200 000		200 000
Réserves financières et fonds réservés	17	81 851	99 586	102 042
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	)	)	)
Financement des investissements en cours	19	(1 005 341)	(869 101)	(868 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	7 691 390	8 158 484	8 220 303
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	7 168 293	7 671 701	7 732 638

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- BUDGET 2019	23		200 000
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		200 000
Organismes contrôlés et partenariats	33		
	34		200 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale	35	99 586	81 851
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	36	2 456	2 456
	37	102 042	284 307

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 543 371
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 899 070

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Total consolidé	Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 456	2 456
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	440 277	613 338
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	282 600	319 100
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	3 221	4 394
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	728 554	939 288

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	3 029 851	3 213 305	3 161 688	3 161 688
Compensations tenant lieu de taxes	12	132 682	132 682	133 140	133 140
Quotes-parts	13				
Transferts	14	441 894	287 725	530 784	530 784
Services rendus	15	72 420	39 447	91 170	123 098
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	216 462	304 500	216 117	216 117
Autres	17	72 733	25 950	105 727	112 765
	18	3 966 042	4 003 609	4 238 626	4 277 592
<b>Investissement</b>					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				7 247
Transferts	21	463 133		530 292	530 292
Autres	22	333 287		69 211	69 211
	23	796 420		599 503	606 750
	24	4 762 462	4 003 609	4 838 129	4 884 342

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
Administration générale	1	790 341	35 105	825 446	825 446	799 536
Sécurité publique						
Police	2	274 171		274 171	274 171	265 755
Sécurité incendie	3	247 260	2 128	249 388	249 388	237 093
Autres	4	149 802	217	150 019	150 019	57 002
Transport						
Réseau routier	5	1 149 645	193 649	1 343 294	1 343 294	1 243 551
Transport collectif	6	24 447		24 447	24 447	34 542
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	83 272	86 526	169 798	169 798	170 299
Matières résiduelles	9	598 450		598 450	598 450	576 924
Autres	10					
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	116 209	2 089	118 298	118 298	123 733
Promotion et développement économique	13	18 145		18 145	18 145	22 232
Autres	14					
Loisirs et culture	15	493 426	47 803	541 229	578 018	518 615
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	22 035		22 035	23 642	33 626
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	3 967 203	367 517	4 334 720	4 373 116	4 082 908
Amortissement des immobilisations	20	367 517	( 367 517 )			
	21	4 334 720	0	4 334 720	4 373 116	4 082 908

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3